

NATIONS



UNIES

INTRODUCTION
au
RAPPORT ANNUEL
DU SECRETAIRE GENERAL
SUR
L'ACTIVITE DE L'ORGANISATION
16 juin 1958 - 15 juin 1959

ASSEMBLEE GENERALE
DOCUMENTS OFFICIELS : QUATORZIEME SESSION
SUPPLEMENT No 1A (A/4132/Add.1)

NATIONS UNIES

INTRODUCTION
au
RAPPORT ANNUEL
DU SECRETAIRE GENERAL
SUR L'ACTIVITE
DE L'ORGANISATION

16 juin 1958 - 15 juin 1959



ASSEMBLEE GENERALE
DOCUMENTS OFFICIELS : QUATORZIEME SESSION
SUPPLEMENT No 1A (A/4132/Add.1)

New-York, 1959

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Introduction

Le rôle de l'Organisation des Nations Unies

L'année écoulée a été marquée par une activité diplomatique intense, qui s'est déroulée surtout en dehors de l'ONU mais dans certains cas à l'Organisation même ou en liaison officieuse avec elle.

Les pourparlers entre représentants de trois puissances nucléaires sur une cessation contrôlée des essais, qui avaient été entamés à Genève pendant l'été de 1958, se sont poursuivis au cours de l'année. Quatre des membres permanents du Conseil de sécurité ont également mené des négociations à Genève, pendant le printemps et l'été de 1959, sur la question de Berlin et certains problèmes connexes plus vastes. Dans l'un et l'autre cas, l'ONU a accueilli les conférences et a fourni une assistance matérielle considérable.

D'autres discussions, qui méritent de retenir l'attention de l'Organisation, ont aussi été engagées entre Etats Membres sur le plan régional, par exemple dans le cadre de l'Organisation des Etats américains et de la Ligue arabe, ainsi qu'entre groupes de pays d'Afrique et d'Asie.

Enfin, depuis quelques mois, les échanges de visites entre hommes d'Etat qui prennent personnellement contact et discutent de problèmes politiques d'actualité, se sont multipliés. Ces échanges vont se poursuivre avec la visite du Président du Conseil des ministres de l'Union des Républiques socialistes soviétiques aux Etats-Unis d'Amérique et celle du Président des Etats-Unis en URSS.

Cette intense activité diplomatique et politique a une double signification. D'une part, elle montre que certains problèmes internationaux en sont arrivés au point où il faut redoubler d'efforts pour parvenir d'urgence à une solution. D'autre part, les contacts personnels plus étendus et plus poussés auxquels cette situation a conduit à divers échelons ont introduit un élément constructif nouveau qui permet peut-être d'entrevoir des possibilités de conciliation et de réduction des tensions.

Telles sont, sur ces deux points, les conclusions pratiquement unanimes des gouvernements, et naturellement aussi celles de l'Organisation. Mais celle-ci doit en outre étudier ces événements avec un soin tout particulier pour voir si elle peut en tirer des enseignements sur son propre rôle et sur la façon de s'acquitter de sa propre mission.

La Charte est tout à fait explicite sur la question de ces efforts diplomatiques. L'Article 33 dispose : "Les parties à tout différend dont la prolongation est susceptible de menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales, doivent en rechercher la solution, avant tout, par voie de négociation, d'enquête, de médiation, de conciliation, d'arbitrage, de règlement judiciaire, de recours aux organismes ou accords régionaux, ou par d'autres moyens pacifiques de leur choix."

De plus, il est dit à l'Article 36, à propos du Conseil de sécurité, que le Conseil devra prendre en considération toutes procédures déjà adoptées par les parties pour

le règlement d'un différend. Cette clause a été interprétée comme visant plus spécialement les efforts entrepris sur le plan régional ou par l'intermédiaire d'organismes régionaux comme l'Organisation des Etats américains.

On voit donc que, si la Charte confie aux organes principaux de l'ONU la responsabilité principale de la réalisation des fins des Nations Unies et si elle permet à tout Etat qui sollicite l'assistance de l'ONU à ces fins de faire appel à ses procédures, l'Organisation n'est pas pour autant censée se substituer aux procédures normales de conciliation et de médiation; elle est bien plutôt un instrument supplémentaire offrant, dans les limites de sa compétence, un moyen de plus — un moyen ultime — de maintenir la paix et la sécurité. Considérées sous cet angle, les diverses activités diplomatiques et politiques de l'année écoulée correspondent parfaitement aux intentions exprimées dans la Charte. On peut même dire qu'elles reflètent les obligations assumées dans la Charte par les Etats Membres. Et indépendamment d'ailleurs de cet aspect formel de la question, ceux qui ont à cœur le succès de l'Organisation doivent se féliciter de tous les efforts sérieux de ce genre qui servent les fins pour lesquelles elle a été instituée, quelle que soit la forme que ces efforts puissent prendre.

Les récents événements diplomatiques demandent néanmoins à être suivis de près dans la mesure où ils pourraient refléter un état de choses qui, à d'autres égards, justifierait que s'en préoccupent les pays qui collaborent dans le cadre de l'ONU et souhaitent lui voir donner toute sa mesure. Ce serait le cas si la multiplication des négociations diplomatiques et des contacts politiques en dehors de l'ONU signifiait que l'on néglige les possibilités offertes par l'Organisation, que l'on tombe dans le bilatéralisme au mépris des intérêts légitimes de pays tiers. De même, la situation serait inquiétante si elle signifiait que l'on juge l'Organisation incapable de répondre aux exigences légitimes des Etats Membres.

Rien n'autorise à donner, des événements de ces derniers temps, l'une ou l'autre de ces deux interprétations. D'abord, ils sont en harmonie avec les principes de la Charte; ensuite, ils ne renferment à mon sens rien qui porte atteinte, dans son principe, à la position de l'Organisation. Cela dit, ils amènent naturellement à s'interroger de nouveau sur la façon dont l'ONU fonctionne et s'acquitte de ses tâches, ne serait-ce qu'en nous rappelant qu'il faut constamment soumettre l'Organisation à une analyse critique, voir quelle est son aptitude à répondre aux exigences de l'heure, pour s'assurer qu'elle est toujours à même de faire face aux situations nouvelles — grâce aux moyens d'action diplomatique qu'elle offre — aussi efficacement que le permettent les réalités politiques du moment. Il incombe à chaque Etat Membre, et à chacun de ceux qui, individuellement, servent l'Organisation, de toujours avoir conscience de cette nécessité, non seulement pour des raisons pratiques immédiates, mais aussi — et peut-

être même plus encore — par souci de l'avenir. C'est grâce au travail qui se fait aujourd'hui même à l'Organisation, et pour elle, que l'on pourra jeter les bases de formes de coopération internationale sans cesse améliorées et d'un ordre juridique international pour lequel le monde n'est pas encore prêt.

Le monde actuel exige une coopération internationale organisée, fondée sur l'universalité; la chose a été dite si souvent qu'on hésite à la répéter. Or il y a de bonnes raisons de le faire. On semble parfois encore oublier que — quelque opinion que l'on ait de l'ONU en tant qu'institution — le principe de la coopération internationale organisée reposant sur l'universalité, dont l'ONU est actuellement l'expression, résulte d'amères expériences et devrait maintenant être considéré comme solidement établi. On ne saurait envisager pour l'avenir aucune politique internationale qui ne reconnaîtrait pas ce principe et ne permettrait pas de l'appliquer comme il convient dans la pratique.

L'ONU est un moyen, et non une fin en soi. Si le principe de la coopération fondée sur l'universalité est maintenant un élément bien établi de la politique internationale de paix et de sécurité, cette notion ne vaut pas nécessairement pour l'Organisation considérée comme instrument pratique de cette politique, et notamment pas pour ses méthodes de travail proprement dites. S'il apparaissait que l'Organisation avec ses procédures présentes, n'offre pas le meilleur moyen d'appliquer ce principe fondamental, nous aurions à faire un choix entre révolution et évolution. Nous aurions à choisir entre la création d'une nouvelle organisation internationale, fondée sur le principe de l'universalité comme l'ONU quoique différente d'autres égards, et une évolution des méthodes de l'Organisation actuelle, qui en ferait un meilleur instrument d'exécution de ce principe.

Personne, j'en suis convaincu, ne jugera qu'il y a des raisons de recourir, ne serait-ce que par hypothèse, le premier terme de cette alternative. En fait, si des événements imprévisibles venaient à menacer l'Organisation dans son existence même, il n'y a pas de doute que les Etats Membres se rallieraient pour la défendre et qu'elle serait maintenue, inchangée quant à l'essentiel. La seule question qui se pose dans la pratique est donc la suivante : faut-il, pour mieux adapter l'ONU aux besoins constatés, envisager une évolution des procédures et, dans l'affirmative, quelle doit être cette évolution?

Cette question en entraîne à son tour deux autres : dans quelle mesure peut-on, du point de vue *constitutionnel*, adapter les méthodes de l'ONU; dans quelle mesure peut-on le faire du point de vue *pratique*, et dans quel sens faudrait-il alors s'orienter?

Pour ce qui est de la première question, on remarquera que la Charte, en tant que traité international, fixe certains buts communs à la coopération internationale et crée certains organes que les Etats Membres peuvent utiliser lorsqu'ils collaborent vers ces buts. Les objectifs énoncés dans la Charte s'imposent aux Etats Membres, de même que les règles concernant les divers organes et leur compétence, mais il n'y a pas lieu de considérer comme limitatives les indications données dans la Charte sur les méthodes de travail. Ces dernières peuvent être complétées par d'autres, lorsque les circonstances l'exigent ou que l'expérience y incite, à condition que ces méthodes additionnelles ne soient pas incompatibles avec les prescriptions de la Charte. Cette évolution, on le sait, s'est d'ailleurs pro-

duite en fait et il a ainsi été reconnu que l'on peut recourir à des méthodes nouvelles lorsqu'elles favorisent, dans la pratique, la réalisation des fins de la Charte. A ce point de vue, cet organisme vivant qu'est l'ONU est suffisamment souple pour que ses formes constitutionnelles puissent continuellement s'adapter aux besoins. Dans quelle mesure les possibilités ainsi offertes ont-elles été jusqu'ici pleinement mises à profit et comment pourraient-elles être utilement explorées plus avant? Ce sont là deux questions qu'il faut étudier de plus près avant de pouvoir y répondre complètement. C'est en premier lieu aux Etats Membres eux-mêmes qu'il incombe d'entreprendre cette étude, à l'occasion des débats des divers organes de l'ONU et pour en faciliter le déroulement. Le sujet est très vaste et il n'est possible de formuler ici que quelques observations.

Un fait qui mérite particulièrement d'être signalé est la création par tous les Etats Membres, au Siège de l'Organisation, de missions permanentes comprenant des diplomates de rang élevé. Ce fait a diminué, en un sens, l'importance pratique des sessions publiques des divers organes, mais son résultat essentiel a été de donner à ces organes plus de poids dans la diplomatie d'aujourd'hui. Les débats publics et les décisions prises revêtent une importance accrue lorsque les attitudes exprimées en public découlent de négociations et de contacts officiels pratiquement ininterrompus. Ainsi, les délibérations officielles de l'Assemblée générale, des conseils et des autres organes de l'ONU gardent toute leur importance, à condition que l'on comprenne bien que, de plus en plus, leur rôle est de permettre une confrontation publique des opinions qui se sont dégagées au cours de négociations sous d'autres formes, et d'enregistrer l'accord intervenu ou, au contraire, les divergences d'opinions telles que les reflète le résultat des scrutins.

L'importance que cette évolution a conférée à l'action avisée des missions permanentes est évidente. Les missions jouent aujourd'hui un rôle décisif à l'avant-garde du développement de la coopération internationale dans le cadre de l'ONU, donnant aux travaux des organes principaux une perspective qui, si elle ne reçoit guère de publicité, n'en est pas moins très utile. La représentation permanente de tous les Etats Membres au Siège de l'Organisation et le rôle diplomatique croissant des missions permanentes en dehors des réunions publiques — souvent aussi en rapports étroits avec le Secrétariat — pourraient fort bien se révéler un jour comme le trait le plus marquant de l'évolution "coutumière" qui s'est produite jusqu'ici dans le cadre constitutionnel de la Charte. Il faut espérer que cette évolution se poursuivra et s'accroîtra.

Les observations qui précèdent doivent entrer en ligne de compte lorsque l'on évalue l'activité des organes principaux de l'ONU et que l'on envisage les moyens de faciliter leurs travaux.

Dans un précédent rapport annuel, j'ai fait quelques remarques sur le rôle du vote à l'Organisation. Il n'y a pas lieu de répéter ici ce que j'ai dit alors, et je me contenterai de faire observer que l'expérience a, depuis, confirmé ce que j'avais indiqué à l'époque : quelle que soit la valeur légale que la Charte reconnaît aux résultats des votes, leur évaluation politique exige une analyse plus approfondie. Cette observation vaut pour la composition des majorités et des minorités aussi bien que pour le fond même des résolutions. Celles-ci ne reflètent souvent qu'en partie ce qui se dégage en fait des délibérations et qui, par conséquent, continuera vrai-

semblablement de jouer un rôle actif dans l'évolution future. Dans ces conditions, il est normal que parfois, ceux qui ne suivent pas de près l'action de l'ONU sous-estiment le résultat des travaux de l'Assemblée générale et des autres organes ou surestiment l'importance d'une victoire ou d'une défaite purement formelle au scrutin.

Certains facteurs connus de tous ont tendu, au cours des dernières années, à réduire le rôle public du Conseil de sécurité. Mais ce que j'ai dit plus haut vaut avec la même force pour le Conseil. Des négociations et entretiens suivis entre les membres du Conseil de sécurité, ou avec ces membres, ont donné au Conseil une continuité d'existence et d'importance et lui ont permis de faire sentir son influence dans l'intervalle de ses séances publiques. On peut se demander si le moment n'est pas venu de consacrer formellement cet état de choses en prévoyant que le Conseil tiendra à intervalles réguliers des séances à huis clos. Ces séances ne seraient pas, en règle générale, consacrées aux questions particulières portées à l'attention du Conseil, mais à tout aspect de la situation internationale qui pourrait l'intéresser, du fait de ses responsabilités aux termes de la Charte. Il semble maintenant que le Conseil soit suffisamment averti de la valeur du genre de délibérations dont ces réunions pourraient fournir l'occasion pour que les Etats Membres examinent attentivement cette suggestion.

Diverses raisons d'ordre pratique font que, lors des sessions ordinaires du Conseil économique et social, il est difficile, faute d'arrangements particuliers, d'organiser les travaux de façon que les questions clefs d'une importance décisive pour tous soient examinées et débattues par ceux auxquels il appartient d'arrêter la politique à suivre. Cette année, à sa session d'été, j'ai suggéré au Conseil d'envisager d'aménager ses procédures en vue de répondre à ce besoin. J'estime que de brèves réunions spéciales à l'échelon ministériel, tenues dans le cadre ou sous les auspices du Conseil, pourraient être extrêmement utiles à l'élaboration de politiques économiques internationales appropriées aux exigences essentielles d'une action concertée. Si cette suggestion était favorablement accueillie par les gouvernements des Etats Membres et rencontrerait l'agrément du Conseil, le Secrétariat examinerait la question plus avant, en consultation avec les Etats Membres, et saisirait le Conseil, le moment venu, de propositions concrètes. Je suis d'avis que l'on devrait maintenant s'efforcer, de la manière indiquée ci-dessus ou de toute autre manière qui pourrait être jugée préférable, d'accroître l'utilité du Conseil économique et social et de mettre l'Organisation, par l'intermédiaire du Conseil, mieux en mesure de jouer dans le domaine économique un rôle aussi important que celui qui lui est confié dans le domaine politique.

En même temps que l'on étudie l'évolution des procédures des organes principaux de l'ONU, on peut aussi examiner comment se développent les fonctions du Secrétariat. C'est ainsi, tout d'abord, qu'aux termes de diverses décisions prises ces dernières années par l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité, le Secrétaire général s'est trouvé chargé de fonctions diplomatiques ou d'exécution particulières, dont il doit s'acquitter dans le cadre étendu d'un mandat général assigné par ces résolutions et, bien entendu, par la Charte elle-même. Là non plus, l'évolution des procédures n'a pas de base expresse dans la Charte — encore que l'on puisse dire qu'elle s'inscrit dans les intentions de l'Article 99 — et n'a pas d'équivalent véritable dans l'histoire de la SDN ni dans celle des premières années

de l'ONU. Il va de soi que ces décisions ne doivent pas être considérées comme des précédents qui modifieraient l'équilibre constitutionnel entre les divers organes de l'ONU. Mais elles indiquent que l'on peut, pour aborder les problèmes, mettre au point de nouvelles méthodes d'une grande portée pratique, qui, après avoir été dûment mises à l'épreuve, pourraient devenir partie intégrante d'une sorte de "droit coutumier" de la coopération internationale organisée.

Il convient de noter que, dans certains cas récents de différends internationaux ou autres difficultés concernant des Etats Membres, le Secrétaire général a envoyé des représentants personnels avec mission d'aider les gouvernements dans leurs efforts. Ces initiatives peuvent être considérées comme une nouvelle extension des fonctions de "bons offices" dont le Secrétaire général est maintenant fréquemment chargé. Ces mesures ont été prises avec l'assentiment ou à la demande des gouvernements intéressés, mais sans décision formelle d'autres organes de l'ONU. Ces initiatives du Secrétaire général relèvent des attributions de sa charge et, à mon avis, sont, à d'autres égards aussi, strictement conformes à la Charte, lorsqu'elles servent à l'accomplissement des fins de cet instrument. Il va de soi que les membres de l'organe intéressé de l'ONU ont été informés de ce que le Secrétaire général envisageait de faire et ont eu la possibilité de faire connaître leur avis. Ces cas non plus ne doivent pas être considérés comme des précédents, du fait notamment que les organes compétents conservent toujours la faculté de demander à se prononcer officiellement sur de telles initiatives avant que le Secrétaire général ne les prenne. Mais, là aussi, ce qui a été tenté peut utilement servir de point de départ pour l'élaboration ultérieure de pratiques durables arrêtées d'un commun accord.

L'importance de cette évolution des fonctions du Secrétaire général réside surtout dans le fait qu'elle a permis d'agir rapidement et sans heurts, ce que l'Organisation n'aurait peut-être pas pu faire autrement. Cette méthode est particulièrement précieuse dans les cas où un débat public préalable risquerait d'accroître les difficultés auxquelles exposerait la ligne de conduite envisagée ou lorsqu'une carence totale est à craindre parce que les Etats Membres, faute de bien connaître les faits ou pour toute autre raison, hésitent à appuyer expressément par avance tous les aspects d'une initiative qu'ils approuvent cependant de façon générale ou qu'ils sont prêts à voir tenter, mais sans engagement formel.

Il va sans dire que rien de ce que j'ai mentionné n'a modifié le caractère essentiel des fonctions du Secrétaire général, ni sa place dans l'Organisation par rapport à l'Assemblée, au Conseil de sécurité ou aux autres organes principaux. Cette évolution représente, du point de vue constitutionnel, une intensification et un élargissement de l'action réciproque de ces organes et du Secrétariat, à des fins dont les organes en question conservent la responsabilité principale. Ainsi, l'exercice de fonctions plus étendues par le Secrétaire général dans des cas précis n'enlève à l'ONU rien de son caractère d'organisation dont l'activité dépend exclusivement des décisions des gouvernements. D'autre part, cette évolution indique que, dans des cas précis, l'Organisation commence à pouvoir agir avec un certain degré d'indépendance qui lui est spécialement reconnu par les Etats Membres.

Je ne saurais quitter cette question générale sans attirer à nouveau l'attention de l'Assemblée sur la position de la Cour internationale de Justice, qui offre des possibilités de progrès constructif qui me paraissent avoir été

gravement négligées. J'ai déjà, à diverses occasions, noté avec regret que bien des Etats Membres n'ont pas accepté la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice ou s'abstenaient de s'adresser à la Cour pour le règlement judiciaire de questions de droit. Cet état de choses reste préoccupant. Le développement et l'acceptation d'un droit international impartiallement appliqué par des instances judiciaires est indispensable si l'on veut progresser dans la voie d'un ordre international plus juste et plus pacifique. Il faut également reconnaître que bien des différends internationaux posent des questions juridiques en même temps que politiques, et que la soumission de ces questions à la Cour pour règlement judiciaire préparerait le terrain à des négociations pacifiques au sein des organes politiques de l'ONU. Négliger les éléments juridiques des différends internationaux et les moyens de les éclaircir, c'est faire obstacle au progrès dans le domaine politique, ce qui risque, à la longue, d'affaiblir l'autorité du droit dans les affaires internationales.

Les événements de l'année

Passant en revue quelques-uns des problèmes qui, directement ou indirectement, ont intéressé l'Organisation au cours de l'année, je voudrais attirer l'attention sur certains faits survenus dans l'Asie du Sud-Est, dans la région Inde-Pakistan, en Méditerranée orientale et en Afrique, ainsi que sur les discussions de Genève relatives aux essais nucléaires, au problème de Berlin et à des questions connexes.

L'ONU était restée à l'écart de la Conférence sur l'Indochine tenue à Genève en 1954 et n'a pas été partie aux accords qui en ont résulté et qui ont abouti à l'admission à l'Organisation de deux nouveaux Membres, le Laos et le Cambodge. Tous les Etats nés de la Conférence de 1954 se sont développés dans le cadre juridique créé par les accords de Genève. Dans le cas des deux pays mentionnés, il a fallu évidemment tenir compte d'autres facteurs découlant de leur qualité d'Etats Membres de l'Organisation. Il est donc naturel que l'ONU ait été amenée à s'intéresser à certains des problèmes de la région, encore qu'elle ne l'ait fait que graduellement et dans des secteurs limités.

L'activité la plus importante de l'Organisation dans l'Asie du Sud-Est a trait à la mise en valeur du bassin inférieur du Mékong. La coopération établie à cette fin entre les quatre pays riverains — Laos, Cambodge, République du Viet-Nam (Sud-Viet-Nam) et Thaïlande — bénéficie d'une assistance fournie par l'intermédiaire de la Commission économique des Nations Unies pour l'Asie et l'Extrême-Orient et des programmes d'assistance technique de l'ONU et des institutions spécialisées, ainsi que sur une base bilatérale. Les travaux sont en bonne voie et il faut espérer qu'on pourra obtenir assez rapidement des résultats pour certains affluents du Mékong pendant que se poursuivront la recherche et la planification concernant l'ensemble du bassin. L'ensemble du projet ouvre des perspectives très prometteuses : la coopération régionale et l'assistance accordée par les Nations Unies ou par leur intermédiaire créent, en l'occurrence, des possibilités qui n'existeraient pour aucun des pays intéressés s'ils agissaient isolément ou si la coopération avec d'autres pays n'était pas aussi poussée. L'ONU a toute raison d'apporter, dans toute la mesure de ses moyens, son appui à cette entreprise, dont la réussite améliorerait les conditions dans la région sur bien des points importants.

A la fin de l'an dernier, il s'est produit entre le Cambodge et la Thaïlande certaines difficultés de frontières qui ont abouti à une suspension des relations diplomatiques entre les deux pays. Les deux gouvernements ont invité le Secrétaire général à envoyer un représentant spécial pour les aider à surmonter ces difficultés. Après avoir consulté les membres du Conseil de sécurité, le Secrétaire général a donné suite à cette requête. Grâce aux bons offices du représentant envoyé dans la région, les relations diplomatiques entre le Cambodge et la Thaïlande ont été renouées, ce qui a préparé la voie à une amélioration générale des relations entre les deux pays. Si l'Organisation des Nations Unies continue à témoigner un intérêt approprié, elle pourra aider les gouvernements à suivre une politique visant à accroître la stabilité dans la région, compte tenu de l'orientation générale adoptée par chaque pays. Cette remarque vaut également pour les autres pays de la région qui sont Membres de l'Organisation.

Dans le courant de l'année et, tout récemment, au mois d'août, des difficultés ont surgi à la frontière nord-est du Laos. Bien qu'elle n'ait pas été officiellement saisie de cette situation, l'ONU a reçu des communications à ce sujet. On a estimé que ces événements exigeaient des études et des consultations officielles quant aux possibilités qu'aurait l'Organisation de se rendre utile, sans bien entendu porter atteinte aux accords de Genève ni s'immiscer dans les arrangements qui en découlent.

En ce qui concerne la question des eaux de l'Indus, qui, depuis des années, est l'un des problèmes délicats qui se posent entre l'Inde et le Pakistan, des progrès ont été récemment enregistrés. Grâce aux bons offices de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, les deux gouvernements sont maintenant plus près d'un règlement qui ouvrirait la voie à une exploitation plus poussée des ressources hydrauliques de ce grand fleuve. Le succès de ces négociations constituerait un nouvel et précieux encouragement aux efforts que l'ONU déploie sur tous les plans.

Dans la région de la Méditerranée orientale, l'année a apporté une solution au problème de Chypre. Il convient, en outre, de faire observer que la question libanaise et la question jordanienne, qui l'an dernier, à pareille époque, étaient au premier plan des préoccupations des Etats Membres, ont été entièrement ou partiellement réglées. Aussi, le Groupe d'observation des Nations Unies au Liban a-t-il été retiré à la fin de 1958. Les services du représentant spécial du Secrétaire général, établis à Amman aux termes de la résolution adoptée le 21 août 1958 par l'Assemblée générale, continuent à fonctionner. Les bureaux de liaison de Beyrouth et de Damas, dont je suggérais la création dans mon rapport de septembre dernier à l'Assemblée et au sujet desquels des accords avaient été conclus au printemps par voie d'échange de lettres, se sont révélés inutiles et n'ont donc pas été constitués. Si les relations entre les Etats arabes continuent à s'améliorer dans l'esprit de la résolution, ce qu'il faut espérer ardemment, il faudra revoir les arrangements relatifs au représentant spécial à Amman.

Sur d'autres points intéressant directement l'Organisation, il n'y a guère de progrès à signaler dans la région. L'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient et la Force d'urgence des Nations Unies demeurent donc les éléments essentiels des efforts que déploie l'Organisation pour aider les gouver-

nements des Etats Membres à maintenir la stabilité et la paix.

Il est actuellement impossible de prévoir le moment où il pourrait être mis fin aux opérations de la Force d'urgence sans compromettre les résultats appréciables qu'elle a permis d'obtenir. Je demanderai donc à l'Assemblée générale les crédits nécessaires pour que l'Organisation maintienne la Force à son effectif actuel.

Conformément aux arrangements pris à la treizième session de l'Assemblée générale, je sou mets à la quatorzième session un rapport spécial relatif à l'Office de secours et de travaux et à la poursuite de son activité.

Le rapport recommande de maintenir cet organisme de secours en améliorant sur certains points les arrangements actuels et je me suis efforcé d'y exposer avec réalisme les circonstances qui me semblent rendre cette politique nécessaire. L'argumentation du rapport se fonde sur l'objectif des Nations Unies en la matière tel que l'Assemblée générale l'a défini en 1948 et 1950, à savoir "la réintégration des réfugiés dans la vie économique du Proche-Orient, soit par le rapatriement soit par la réinstallation", compte tenu du choix fait par les réfugiés eux-mêmes conformément à la résolution de 1948. Le rapport traite des conditions économiques dans lesquelles l'objectif formulé par l'Assemblée générale pourrait être atteint; il semble, en effet, que les dures réalités économiques de la situation n'ont pas toujours reçu l'attention qu'elles méritent. La thèse soutenue dans le rapport n'est pas que le développement économique constitue le moyen grâce auquel il convient d'assurer une "réintégration", par le rapatriement ou la réinstallation, mais qu'il est chimérique d'espérer atteindre le but fixé par l'Assemblée générale sans une amélioration d'ensemble de la situation économique. En effet, il est difficile d'envisager une réintégration — où que ce soit — si elle doit s'accompagner d'un abaissement du niveau de vie actuel, déjà insuffisant, des habitants de la région. Elle devrait, si possible, aller de pair avec une élévation de ce niveau de vie. Il va de soi que cette évaluation des conditions économiques nécessaire à la mise en œuvre des résolutions de l'Assemblée générale n'implique en aucune façon une modification ou une atteinte à la substance ou à la validité juridique de ces résolutions.

Dans le courant de 1959, des questions soulevées par les politiques actuellement suivies au sujet du canal de Suez ont de nouveau retenu l'attention à maintes reprises. Ce n'est pas ici le lieu de formuler des observations sur ces lignes de conduite ni sur leurs incidences juridiques, politiques ou économiques. La question présente des aspects juridiques importants dont on peut penser qu'ils méritent d'être élucidés davantage, mais elle se rattache également au problème général de la Palestine. Aussi longtemps, en tout cas, que l'autorité compétente n'aura pas élucidé plus avant les aspects juridiques de la question, les débats seront nécessairement dominés par des considérations politiques. Sans jamais perdre de vue les objectifs ultimes qu'elle s'est assignés dans la région et qu'elle a réaffirmés à de nombreuses reprises, l'ONU peut aussi, dans ces conditions, apporter une contribution importante à la solution du problème de Suez en continuant de s'employer à atténuer les tensions, à éviter les incidents et à rechercher tout au moins, pour certains problèmes limités, des solutions temporaires qui soient réalisables et qui puissent offrir de nouvelles possibilités de progrès vers ces objectifs ultimes.

Le fait marquant survenu dans les relations entre l'ONU et ses Etats Membres d'Afrique est la création de la Commission économique pour l'Afrique. Celle-ci a tenu sa première session l'hiver dernier. Son importance comme centre où ses membres et membres associés peuvent coopérer en vue du progrès économique et social en s'inspirant des principes et des buts des Nations Unies est manifeste. Fort heureusement, elle a été constituée et a pu commencer ses travaux à un stade décisif de l'évolution du continent africain. Comme dans le cas de l'Europe, de l'Amérique latine et de l'Asie, la coopération économique parmi les Etats du continent africain et entre ces Etats et le monde extérieur prendra sans aucun doute diverses formes. Adaptées aux besoins du continent, ces autres formes de coopération, loin d'affaiblir la Commission, la mettraient mieux à même d'apporter la contribution particulière que seul un organisme représentant la communauté mondiale peut fournir. L'activité de la Commission resserrera certainement les liens entre les pays du continent africain, et aussi avec l'ONU et les autres Etats Membres.

A la fin de sa treizième session, l'Assemblée générale a admis la République de Guinée à l'Organisation. La Guinée est aux prises avec tous les problèmes économiques, sociaux et administratifs dont s'accompagne naturellement la première phase de son indépendance nouvellement acquise. Une assistance de l'extérieur aiderait considérablement le Gouvernement et le peuple guinéens à surmonter ces difficultés. Les ressources totales dont l'Organisation et les institutions spécialisées disposent pour ce genre d'aide sont limitées. Une planification minutieuse et coordonnée n'en est que plus essentielle si l'on veut utiliser au mieux la part réservée à la Guinée. Pour permettre de planifier ainsi les activités de l'ONU et des institutions spécialisées en Guinée, un représentant spécial du Secrétaire général a été envoyé sur place à la demande du Gouvernement, après consultation des directeurs des institutions spécialisées intéressées. Il faut espérer que la durée de son séjour en Guinée sera suffisante pour les consultations et la planification qu'exige une assistance efficace des organisations mondiales. Naturellement, il est encore d'autres sources dont la Guinée reçoit ou avec lesquelles elle négocie une assistance, notamment la France dont le rôle à cet égard peut être particulièrement important. Cette manière d'aborder de différentes parts les problèmes actuels de la Guinée n'implique aucunement une rivalité entre l'ONU et l'un quelconque des Etats Membres, mais une coopération. Cette coopération sera favorisée par les consultations et les contacts ménagés avec le représentant spécial selon des principes et dans un cadre définis par le Gouvernement guinéen lui-même.

Parmi les autres questions relatives à l'Afrique dont l'ONU doit s'occuper, celles qui relèvent du Conseil de tutelle prédominent. Pas moins de quatre territoires sous tutelle en Afrique vont accéder à l'indépendance ou à la complète autonomie en 1960. Point n'est besoin de faire ici d'autres observations sur ces événements, sauf en ce qui concerne la question de la frontière entre l'Ethiopie et le Territoire sous tutelle de la Somalie sous administration italienne. Il y a lieu de noter que, l'Ethiopie et l'Italie ne s'étant pas mises d'accord, dans le délai fixé par l'Assemblée générale, sur le choix d'une personne indépendante chargée de négocier un compromis en vue de l'arbitrage auquel la question de la frontière doit être prochainement soumise, le Roi de Norvège, conformément à la décision de l'Assemblée

générale, a désigné cette personne. Le mois dernier, le Roi a engagé des pourparlers avec les parties. Ces pourparlers n'avaient pas pris fin au moment où la présente introduction a été rédigée. On sait combien il importe de parvenir d'urgence à une solution mutuellement satisfaisante du problème de la frontière. Cette solution une fois trouvée, l'Organisation des Nations Unies, qui n'est pas partie aux négociations actuelles ni à l'arbitrage, pourra être appelée à aider le Gouvernement et le peuple somalis dans les domaines économique et administratif. Cette assistance devra peut-être porter en partie sur des arrangements appropriés concernant les pâturages, l'accès aux puits et autres activités dans la région frontalière.

Les discussions qui se poursuivent depuis plus d'un an à Genève entre les représentants du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, des Etats-Unis d'Amérique et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques au sujet des essais nucléaires, indépendamment de leur importance générale, intéressent directement l'Organisation du fait qu'elles portent sur un aspect essentiel de la question du désarmement. Quelle que soit l'issue de ces discussions, il convient de se féliciter des progrès accomplis jusqu'à présent, qui contribuent utilement à l'action menée en vue du désarmement, dont, aux termes de la Charte, la responsabilité incombe en dernière analyse à l'Organisation des Nations Unies. Sur l'invitation des pays participants, le Secrétaire général a été représenté à ces pourparlers dès leur début. Si les discussions devaient conduire à la constitution d'un organe de contrôle, la question se poserait de savoir si cet organe devrait être rattaché à l'ONU et, dans l'affirmative, selon quelles modalités. On peut prévoir qu'en temps utile cette question ferait l'objet de négociations particulières avec l'ONU, en vue de la conclusion d'un accord grâce auquel l'Organisation resterait associée comme il convient à cette activité particulière de certains des Etats Membres.

La question du désarmement a également été soulevée lors des discussions que les quatre puissances ont eues à Genève au sujet du problème de Berlin et de questions connexes. Depuis l'ajournement de ces discussions, d'autres consultations ont eu lieu concernant la manière dont on pourrait maintenant reprendre les négociations sur le désarmement. On a estimé que l'examen de ce problème à l'Assemblée générale ou à l'Assemblée siégeant en commission du désarmement ne pourrait être fructueux que s'il était précédé de délibérations au sein d'un groupe plus restreint dont feraient partie les pays qui ont des responsabilités particulières en la matière. De toute évidence, ces travaux préparatoires pourraient être confiés à un organisme créé par l'Assemblée générale elle-même ou par la Commission du désarmement. Ils pourraient aussi être organisés indépendamment, sur l'initiative de certains Etats Membres ou à la suite d'une entente entre eux. Dans ce dernier cas, la discussion n'aurait pas lieu en vertu d'un mandat de l'ONU ni en son nom. En ce sens, elle se déroulerait en dehors de l'Organisation. Il ne s'ensuivrait pas, toutefois, que la question du désarmement cesserait en aucune manière d'appartenir à l'Organisation, ce qui, en fait, ne saurait se produire sans violation de la Charte. Si des discussions préparatoires sur le désarmement étaient engagées de la sorte en dehors de l'Organisation, il s'agirait alors de savoir comment les intégrer au mieux aux travaux menés par l'Organisation elle-même. Cette question, si elle se posait, pourrait être examinée par la Commission du désarmement.

Le sujet principal de la Conférence des ministres des affaires étrangères tenue à Genève, qui préoccupe vivement, bien entendu, tous les Etats Membres, ne relève pourtant que partiellement de la compétence de l'ONU. L'Article 107 de la Charte plaçant dans une catégorie spéciale les questions relatives à une action entreprise ou autorisée, comme suite de la seconde guerre mondiale, à l'égard d'un ancien Etat ennemi. Toutefois, on se souviendra que, lorsque des difficultés ont surgi en 1948 au sujet de l'accès à Berlin des trois puissances occidentales d'occupation, la question a été inscrite à l'ordre du jour du Conseil de sécurité, motif pris de ce que cet état de choses constituait une menace à la paix internationale.

Naturellement, l'Organisation des Nations Unies conserve en toutes circonstances la responsabilité principale que lui confère la Charte en cas de situation jugée de nature à menacer la paix et la sécurité internationales. Lors de la Conférence des ministres des affaires étrangères, l'Organisation lui a fourni, sous diverses formes, une assistance pratique analogue dans l'ensemble à celle qu'elle prête à ses propres organes. Elle l'a fait à la demande des quatre gouvernements parties aux négociations et en regard aux responsabilités de l'Organisation que je viens d'évoquer.

La stabilité et l'expansion économiques

La menace d'une extension de la récession industrielle a maintenant disparu et les perspectives immédiates de l'économie mondiale sont nettement plus brillantes qu'il y a un an. Le mouvement de reprise s'est amorcé il y a quelque temps dans les pays industriels, et l'expansion de la production a commencé à avoir des répercussions favorables sur la demande d'importation de nombreux produits primaires.

L'évolution récente de la situation a démontré une fois encore que l'économie mondiale est de plus en plus capable de résister à des perturbations violentes. Les progrès de la science économique et sociale ont permis de mettre au point toute une série de stabilisateurs qui ont utilement contribué à amortir les effets des trois récessions de l'après-guerre. Toutefois, si de nouvelles dépressions aussi graves que celle des années 30 sont maintenant peu vraisemblables, notre connaissance des forces économiques est cependant loin d'être assez précise pour nous permettre d'écarter l'éventualité de récessions considérablement plus marquées que celles des 10 dernières années.

Bien que le problème immédiat que posait la récession ait perdu son caractère d'urgence, on ne peut faire preuve d'un optimisme sans réserve quant à la possibilité de concilier à longue échéance expansion et stabilité. Des progrès énormes ont été enregistrés par rapport aux années antérieures : lorsqu'on s'est pour la première fois fixé comme objectif le plein emploi, on le concevait surtout d'un point de vue statique, celui de l'utilisation de la main-d'œuvre et de la capacité de production, mais à la fin de la deuxième guerre mondiale on en était venu à une interprétation différente, celle d'une mise en valeur ininterrompue des ressources et d'un accroissement continu de la productivité propres à favoriser une expansion économique rapide. Pendant les premières années de l'après-guerre, cette conception n'a fait que gagner du terrain. Malgré l'ampleur et l'intensité des pressions inflationnistes, les gouvernements se sont efforcés d'accélérer les investissements et de promouvoir une expansion économique

rapide, car ils étaient persuadés que l'inflation pouvait être éliminée si la productivité augmentait suffisamment pour empêcher l'apparition d'une demande excessive.

Ces dernières années cependant, les efforts semblent s'être tournés dans une autre direction et peu à peu la priorité accordée à l'objectif de l'expansion économique semble avoir diminué au profit d'autres objectifs. C'est la lenteur de l'expansion constatée dans les principaux pays industriels au cours des récentes années de prospérité, plus que l'apparition d'une brève récession, qui soulève à longue échéance les problèmes fondamentaux. Il y avait, certes, de bonnes raisons aux politiques qui ont été adoptées, et nul ne songerait à minimiser les dangers de l'inflation, du déficit budgétaire ou du déficit de la balance des paiements. Mais il est bon de se demander si, au cours des dernières années, on n'a pas quelquefois accordé trop d'importance à la stabilité aux dépens de l'expansion économique.

A cet égard, ce qui compte est de savoir si la lutte contre l'inflation a été menée et continue d'être menée avec des moyens appropriés. Lorsque la hausse des prix est due à une pression excessive de la demande, la limitation de la demande est un antidote nécessaire. Ces dernières années cependant, les prix ont eu tendance à monter dans les pays industriels, même lorsque la demande fléchissait. Dans ces conditions, la limitation constante de l'expansion économique n'a guère de chances de fournir une solution acceptable au problème de la stabilité, et elle contribue à freiner l'élan de l'économie mondiale. D'un autre côté, on ne peut pas plus recommander l'inflation comme moyen de favoriser l'expansion économique qu'on ne peut considérer le chômage comme un moyen acceptable d'assurer la stabilité des prix. Si donc il est difficile de concilier expansion et stabilité, nous ne pouvons cependant, avec tous les moyens dont nous disposons, considérer ce problème comme insoluble. A condition d'avoir une idée suffisante de la nature et de l'importance du problème, chaque pays devrait pouvoir, dans le cadre de ses propres traditions et institutions, sortir du dilemme et assurer à la fois l'expansion et la stabilité de son économie.

Le problème de l'expansion n'est pas seulement national. Il a des incidences internationales dont chaque pays doit tenir compte lorsqu'il arrête sa propre politique économique. L'expansion de l'économie mondiale est de la plus haute importance pour les pays sous-développés, car les taux d'expansion dans les pays industriels contribuent beaucoup, par leur incidence sur la demande d'importation de produits primaires, à déterminer le rythme d'expansion possible des pays sous-développés. C'est pourquoi ces derniers sont amenés à s'inquiéter particulièrement de toute politique des pays industriels qui viserait à obtenir la stabilité au détriment du développement. Cependant, si une expansion économique continue dans les grands pays créditeurs est une condition nécessaire à l'expansion de l'économie mondiale, ce n'est pas une condition suffisante. Il existe, dans le domaine du développement économique, de nombreux problèmes auxquels une expansion à long terme des seuls pays industriels n'apporte pas de solution.

En tout premier lieu, une politique intérieure appropriée des pays sous-développés eux-mêmes est la condition essentielle d'un développement économique sain. L'expansion dans les pays sous-développés a aussi

été entravée par l'instabilité des marchés internationaux de produits de base — instabilité qui a persisté malgré l'essor industriel d'après guerre — et l'on ne s'est que lentement rapproché de la solution de ce problème. Un certain déséquilibre de la balance extérieure a de même persisté dans les pays sous-développés du fait de divers facteurs structurels qui influent sur les échanges entre pays développés et pays sous-développés. On a constaté que la demande de produits primaires importés tend à s'accroître plus lentement dans les pays industriels — et la demande d'importation plus rapidement dans les pays sous-développés — que la production intérieure des uns et des autres.

En conséquence, tout pays sous-développé qui veut ne serait-ce qu'égaliser le taux d'expansion des pays industriels se heurte presque automatiquement à des difficultés de balance des paiements. On admet généralement aujourd'hui qu'il faut une politique monétaire et fiscale appropriée pour maintenir un équilibre entre la demande et l'offre internes, afin d'éviter ce déséquilibre de la balance extérieure qui naît de pressions inflationnistes ou déflationnistes. Dans la mesure, cependant, où le déséquilibre de la balance extérieure résulte de certains facteurs structurels inhérents aux échanges des pays sous-développés, toute nouvelle restriction que l'on apporterait à la demande interne en vue de rétablir la balance extérieure, sans se soucier de la stagnation économique qui pourrait en résulter, ne saurait donner qu'un semblant d'équilibre.

La politique fiscale et monétaire doit être complétée par d'autres mesures, tant nationales qu'internationales, visant à assurer une plus grande stabilité et une plus rapide expansion du commerce mondial, ainsi qu'un accroissement considérable des apports de capitaux, afin que le développement économique soit associé à un équilibre international véritable. Je crois que le moment est venu pour l'Organisation de s'occuper plus directement des grandes politiques économiques internationales — ou du moins de servir plus systématiquement de centre pour leur examen.

La politique sociale

La période considérée a été marquée par les efforts suivis qu'ont déployés tant les gouvernements que les peuples pour améliorer les conditions de vie des grandes masses. Le Secrétariat a publié la deuxième Etude des programmes d'action sociale, qui donne un tableau assez encourageant de la situation et qui, tout compte fait, permet d'envisager l'avenir avec un certain optimisme.

C'est surtout parce que nous connaissons mieux, d'une année à l'autre, les obstacles à surmonter que nous sommes plus capables d'évaluer les résultats obtenus. On constate que pendant la période visée dans cette étude (1953-1957) l'exécution des programmes d'action sociale ne s'est pas poursuivie tout à fait au même rythme qu'au cours des années qui ont suivi immédiatement la deuxième guerre mondiale. Le progrès social se ralentit souvent, et parfois même s'arrête momentanément, dès que les pays rencontrent de nombreux obstacles financiers, politiques ou administratifs. On a assisté ces derniers temps à une consolidation des résultats obtenus et à une amélioration de la qualité du travail plutôt qu'à une nouvelle expansion. Il était presque inévitable que l'importance extraordinaire accordée aux programmes de protection sociale dans l'après-guerre, période caractérisée par tant d'innovations, ne persiste pas indéfiniment.

Il est un domaine qui mérite de retenir spécialement l'attention, celui du logement. L'une des conséquences de la rapidité de l'accroissement démographique et de l'urbanisation a été que, dans l'ensemble, nous n'avons pu faire de progrès suffisants dans le domaine du logement. Non seulement on a assisté à un ralentissement dans ce domaine, mais en fait la situation générale du logement s'est aggravée. Cet état de choses est directement lié aux difficultés rencontrées pour financer les programmes de construction d'habitations à bon marché. Dans le domaine social, les progrès réalisés doivent toujours être évalués en fonction des tendances démographiques. Il faut toujours tenir compte de ces tendances lorsque les progrès d'ensemble ne peuvent avoir de sens qu'en fonction du bien-être de l'individu.

La population mondiale s'accroît à un rythme sans précédent. Dans de nombreux pays, il semble que la population doublera en un peu plus de 20 ans. L'exode rural se poursuit et les populations urbaines s'accroissent à un rythme qui est hors de proportion avec la capacité d'absorption des villes. Un taux d'expansion économique qui, en d'autres circonstances, serait considéré comme satisfaisant est à peine suffisant pour assurer le maintien des niveaux de vie individuels dans les pays sous-développés.

Peu de programmes sociaux ont reçu autant d'appui des différents organes des Nations Unies que les projets de développement communautaire dans les régions rurales. Ces nouvelles méthodes, qui consistent à faire appel à de la main-d'œuvre bénévole et à promouvoir en même temps le bien-être de l'individu sous ses divers aspects à l'échelon du village, en utilisant dans toute la mesure possible les institutions existantes et en suivant les traditions de longue date, ont fortement contribué à accroître le bien-être social dans les pays sous-développés, notamment en Asie. Nous en sommes arrivés aussi à mieux comprendre les problèmes complexes que soulève l'urbanisation. Nous nous rendons compte que les programmes d'urbanisation doivent être liés au relèvement des niveaux de vie dans les régions rurales et aux efforts d'ensemble entrepris pour industrialiser les pays intéressés.

Pour les projets de développement communautaire rural comme pour les nouveaux programmes entrepris afin de faire face à une urbanisation rapide, le principal obstacle, dans la plupart des pays, est le manque de personnel qualifié. L'ONU a suivi de près ce problème et a fait un certain nombre d'études techniques sur les programmes et les méthodes de formation du personnel nécessaire pour toute une série de projets sociaux. La formation occupe la place centrale dans le programme de fonctions consultatives en matière de service social. Avec l'appui actif de la Commission des questions sociales et du Conseil économique et social, je demande à l'Assemblée générale d'augmenter les ressources consacrées à ce programme, eu égard notamment aux besoins nouveaux de l'Afrique. L'intérêt accru que le Fonds des Nations Unies pour l'enfance porte aux services sociaux en faveur des enfants offre aussi de nouvelles possibilités d'aider les pays à former le personnel social dont ils ont besoin.

L'élargissement de l'aide internationale — le Fonds spécial

En décidant de créer le Fonds spécial, les Etats Membres ont fait un pas important vers l'expansion des programmes multilatéraux de l'Organisation des

Nations Unies et des institutions spécialisées. C'est une décision que j'accueille avec la plus grande satisfaction car, j'en suis persuadé, l'assistance de l'ONU est indispensable au succès des efforts entrepris en commun pour le développement des pays sous-développés. Grâce à la spécialisation fonctionnelle des diverses institutions des Nations Unies, on a pu intensifier la recherche sur tous les aspects du développement économique et social, acquérir une expérience et accumuler des connaissances qui peuvent être infiniment précieuses pour mener à bien les programmes d'assistance. On a pu étudier de façon plus directe et plus suivie les conditions propres aux divers pays, en y envoyant régulièrement des experts et grâce à un réseau de représentants résidents dans les pays bénéficiaires ainsi qu'à des organes régionaux permanents.

Les moyens qu'offre l'ONU sont particulièrement bien adaptés, en raison de leur structure et de par certaines caractéristiques, aux conditions dans les pays sous-développés. Le Fonds spécial a un rôle unique à jouer : en un sens, il lui appartient d'étendre l'œuvre du Programme élargi d'assistance technique à des domaines spéciaux qui se prêtent aux investissements de capitaux. Le principe fondamental que le Conseil d'administration a fait sien sera essentiellement d'entreprendre des enquêtes sur les ressources et de préparer des rapports sur les possibilités de réalisation, enquêtes et rapports qui, on l'espère, permettront de financer les projets en faisant appel à des sources diverses. Le Fonds spécial aidera aussi les pays sous-développés à mettre sur pied les programmes de formation de base sans lesquels toute politique d'investissements est vaine.

En moins de six mois, le Fonds spécial a pu mettre au point son dispositif et le Conseil d'administration a approuvé un premier programme de 13 projets qui doit coûter près de 8 millions de dollars et dont l'exécution a commencé. A sa prochaine réunion, le Conseil d'administration sera saisi d'un nombre sensiblement plus grand de projets. Je tiens à féliciter ici le Directeur général et son personnel d'avoir lancé le Fonds spécial avec autant de succès. Je m'associe au Directeur général pour inviter instamment les gouvernements à verser leur part des 100 millions de dollars que l'Assemblée générale a fixés comme objectif pour le Fonds spécial et pour le Programme élargi d'assistance technique. La deuxième année du Fonds spécial sera la pierre de touche : elle montrera si les Etats Membres sont vraiment capables de prendre les mesures nécessaires pour réussir, dans leur effort commun, à avancer sur le front économique d'un bout à l'autre du monde.

A la treizième session de l'Assemblée générale, les Etats Membres ont décidé qu'en 1959 ils feraient le point de ce qui a été réalisé jusqu'ici et dresseraient les plans d'une coopération future, tant dans le secteur public que dans le secteur privé, pour donner un nouvel élan au développement économique des pays peu développés. Je présente, par ailleurs, un rapport sur les avis et suggestions reçus jusqu'ici des gouvernements. A la lecture de ce rapport, on est frappé par l'ampleur de ce qu'ont déjà fait les pays développés, soit au moyen de leur législation nationale, soit au moyen de programmes bilatéraux, régionaux ou multilatéraux. Les Etats Membres ont encore d'autres projets à l'étude. Il y a lieu de signaler particulièrement les efforts déployés en vue d'accroître les ressources des établissements de crédit internationaux existants et de créer de nouveaux établissements de ce genre, aussi bien sur le plan international que sur le plan régional.

L'assistance technique et administrative

A la veille de son dixième anniversaire, le Programme élargi d'assistance technique avait fourni quelque 8.000 experts et accordé plus de 14.000 bourses à environ 140 pays et territoires. Un événement important de l'année écoulée a été l'admission de l'Agence internationale de l'énergie atomique au Bureau de l'assistance technique, ce qui a considérablement élargi la portée du Programme.

En 1958, les dépenses ont encore augmenté ; toutefois, par suite de la hausse des prix, l'augmentation réelle est moindre que les chiffres ne le laisseraient supposer. On a continué de modifier progressivement la répartition géographique des ressources disponibles, ce qui a permis d'intensifier l'aide accordée aux pays nouvellement indépendants, ainsi qu'aux territoires dont l'indépendance est proche, notamment en Afrique.

Une fois encore, le BAT a entrepris l'examen critique du Programme en se fondant surtout sur les avis des gouvernements, recueillis par les représentants résidents. Dans l'ensemble, les résultats sont rassurants en ce qui concerne tant l'efficacité de la planification et de l'utilisation de l'assistance technique que sa coordination avec les autres programmes. Le BAT a signalé tout particulièrement quelques-uns des nombreux projets qui ont donné des résultats intéressants.

Alors que la portée du Programme élargi s'étend et que son efficacité se confirme, ses ressources vont en diminuant. A la demande expresse du Conseil et de l'Assemblée générale, le budget du Programme approuvé pour 1959 a été légèrement supérieur à celui de l'année précédente. Cependant, les contributions annoncées jusqu'ici, même si l'on y ajoute un prélèvement exceptionnel de 1,5 million de dollars sur le Fonds de roulement et de réserve, ne permettront pas, semble-t-il, d'exécuter intégralement le programme. Dans ces conditions, le BAT a jugé prudent de ramener les objectifs de 1960 en deçà des chiffres envisagés et d'annoncer que de nouvelles réductions seront nécessaires si l'on n'obtient pas une certaine augmentation des ressources. Il faut espérer que, lorsque cet état de choses sera connu, des contributions plus substantielles permettront d'éviter toute réduction du programme de 1960 et peut-être même de développer les activités.

Les membres de l'Assemblée se rappelleront qu'il y a un an ils ont approuvé, à titre d'essai, comme je le leur avais suggéré, un programme visant à fournir aux gouvernements, sur leur demande, des experts qui, en qualité de fonctionnaires temporaires desdits gouvernements, rempliraient des fonctions de direction, d'exécution ou d'administration. L'expérience a commencé en janvier 1959 et les demandes ont été plus nombreuses qu'on ne l'avait prévu. Plus de 90 demandes ont été reçues de 28 pays et, dans bien des cas, les gouvernements intéressés ont précisé que leurs demandes auraient été plus nombreuses s'il ne s'était agi d'une expérience aussi limitée.

Il y a relativement peu de temps que ce programme a été lancé et j'ai pensé que les membres de l'Assemblée générale souhaiteraient avoir à son sujet des renseignements plus détaillés que ceux dont on peut disposer actuellement. Le Conseil économique et social a été du même avis et, comme je l'avais recommandé, a approuvé l'idée de proroger le programme à titre d'essai pendant une seconde année. Je serai alors en mesure de soumettre à l'Assemblée un rapport complet et détaillé sur le fonctionnement du programme. Au vu de ce rapport, l'Assemblée pourra décider de ce qu'il y a lieu de faire.

A la quatorzième session, je me bornerai à proposer la poursuite de l'expérience en demandant toutefois, pour 1960, une certaine latitude pour pouvoir satisfaire les demandes particulièrement urgentes ou importantes que les gouvernements pourront présenter. Mes propositions seront conformes aux avis exprimés par le Comité de l'assistance technique et par le Conseil économique et social.

Les commissions régionales

La création de la Commission économique pour l'Afrique, dont j'ai déjà fait mention, présente aussi de l'importance en ce qu'elle marque une nouvelle extension du système de coopération économique régionale des Nations Unies qui a pris corps, avec les années, en Amérique latine, en Asie et en Europe.

Bien entendu, la Commission économique pour l'Afrique s'est surtout occupée jusqu'ici de questions d'organisation, mais elle a pu au cours de ses premiers mois d'existence jeter les fondements d'un programme de travail concret et bien équilibré : statistiques, action concertée pour le développement du commerce, conservation des ressources hydrauliques, utilisation internationale des routes, voies ferrées et ports, mise en commun des potentiels électriques, pêcheries et autres projets économiques intéressant les pays et territoires d'Afrique. La préparation d'une conférence de statisticiens africains et d'une réunion d'économistes qui étudieront les problèmes communs de développement économique est en bonne voie. La secrétariat de la Commission coopère avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture à des programmes de lutte antiacridienne et d'éradication des maladies du bétail. Il donne également priorité à la formation d'économistes africains et prépare des études préliminaires qui serviront à mettre au point d'autres projets.

En Amérique latine, les travaux relatifs à un marché commun et à un système de paiements régionaux sont entrés dans une nouvelle phase ; le secrétariat de la Commission économique pour l'Amérique latine est chargé de préparer un certain nombre d'études urgentes sur les types d'industries et de produits qui ne seront rentables qu'avec un marché régional. Aux termes du Protocole adopté à la deuxième réunion du Groupe de travail des banques centrales, la Commission jouera le rôle d'agent de l'Union des paiements en Amérique latine. D'autre part, le secrétariat de la Commission s'emploie de plus en plus à fournir des services consultatifs aux pays de la région pour l'élaboration de leurs programmes de développement économique.

La Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient et ses organes subsidiaires ont concentré leur attention sur des problèmes majeurs du développement économique : industrialisation, mise en valeur des ressources nationales, population, commerce intrarégional et international, transports et communications. Parmi les activités de la CEAEO qui ont trait à la mise en valeur des ressources hydrauliques, le projet du Mékong a déjà été mentionné comme extrêmement important et cité comme exemple de coopération internationale aux fins du développement économique.

La Commission économique pour l'Europe a continué de contribuer au développement de la coopération économique entre ses membres. On devrait, à mon avis, intensifier les travaux touchant le commerce intra-européen et les tendances à long terme, et étudier les aspects économiques de l'automation, de la productivité,

ainsi que de la production et de l'exportation de biens d'équipement industriels. Ces activités ne sont pas seulement utiles aux gouvernements des pays européens. En fait, je crois que le moment est venu où le mécanisme efficace créé à la CEE — et qui associe étroitement le secrétariat à des experts gouvernementaux de nombreuses spécialités — devrait être utilisé de plus en plus au bénéfice du monde entier pour l'exécution de quelques-uns des programmes de recherche et d'assistance de l'Organisation.

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance

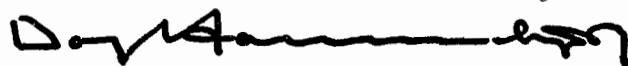
L'assistance fournie par le Fonds ne cesse de croître; en 1958, les dépenses ont atteint 22.400.000 dollars. Cette somme est toutefois minime quand on songe aux 550 millions d'enfants qui vivent dans les pays recevant une aide du FISE. Cette disproportion a fait passer au premier plan des préoccupations un problème auquel le Conseil d'administration du FISE consacre de plus en plus d'attention : comment utiliser au mieux les ressources du FISE pour aider les gouvernements à assurer le développement équilibré de services permanents en faveur de l'enfance, le plus possible dans le cadre d'un programme d'ensemble de progrès économique et social.

On compte qu'en 1959 le FISE allouera plus de 27 millions de dollars. Ce sera le total le plus important enregistré depuis 1950 où l'Assemblée générale a modifié le mandat du Fonds pour mettre l'accent sur l'assistance à long terme aux enfants des pays économiquement sous-développés. Il ne restera pas de ressources non allouées à la fin de l'année.

L'Année mondiale du réfugié

L'Année mondiale du réfugié qui, conformément à la résolution de l'Assemblée générale, a commencé en juin 1959, a recueilli l'appui de quelque 60 gouvernements ainsi que de nombreuses organisations non gouvernementales s'occupant activement du problème des réfugiés. Les renseignements dont on dispose actuellement indiquent que des fonds importants seront recueillis au cours de l'Année, que les lois d'immigration seront probablement assouplies dans un nombre considérable de pays, que vraisemblablement la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés sera ratifiée par de nouveaux Etats et qu'en général le public manifesterait beaucoup plus d'intérêt et de compréhension pour le problème des réfugiés. Tout cela correspond bien aux buts de l'Année mondiale du réfugié tels qu'ils sont énoncés dans la résolution de l'Assemblée générale. L'Année mondiale a donc commencé sous d'heureux auspices. Il importe maintenant que ce début prometteur soit suivi des résultats envisagés par l'Assemblée. Si tel est le cas, nombre de problèmes concernant les réfugiés, qui ont trop longtemps continué à se poser parce que l'argent manquait et que le public était mal informé, pourront enfin être résolus et on pourra espérer, pour les problèmes qui subsisteront, une politique plus généreuse des gouvernements.

Le Secrétaire général,



Dag HAMMARSKJÖLD

20 août 1959.

DEPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

ALLEMAGNE

R. Eisenschmidt, Schwanthaler Strasse 59, Frankfurt/Main.

Elwert & Meurer, Hauptstrasse 101, Berlin-Schöneberg.

Alexander Horn, Spiegelgasse 9, Wiesbaden.

W. E. Saarbach, Gertrudenstrasse 30, Köln (1).

ARGENTINE

Editorial Sudamericana, S.A., Alsina 500, Buenos Aires.

AUSTRALIE

Melbourne University Press, 369/71 Lonsdale Street, Melbourne C.1.

AUTRICHE

Gerold & Co., Graben 31, Wien, 1.

B. Wüllerstorff, Markus Sittikusstrasse 10, Salzburg.

BELGIQUE

Agence et Messageries de la Presse, S.A., 14-22, rue du Persil, Bruxelles.

W. H. Smith & Son, 71-75, boulevard Adolphe-Max, Bruxelles.

BIRMANIE

Curator, Govt. Book Depot, Rangoon.

BOLIVIE

Libreria Selecciones, Casilla 972, La Paz.

BRESIL

Livraria Agir, Rua Mexico 98-B, Caixa Postal 3291, Rio de Janeiro.

CEYLAN

Lake House Bookshop, Assoc. Newspapers of Ceylon, P.O. Box 244, Colombo.

CHILI

Editorial del Pacifico, Ahumada 57, Santiago.

CHINE

The World Book Co., Ltd., 99 Chung King Road, 1st Section, Taipei, Taiwan.

The Commercial Press, Ltd., 211 Honan Rd., Shanghai.

COLOMBIE

Libreria Buchholz, Bogotá.

Libreria América, Medellín.

Libreria Nacional, Ltda., Barranquilla.

COREE

Eul-Yoo Publishing Co., Ltd., 5, 2-KA, Chongno, Seoul.

COSTA-RICA

Imprenta y Librería Trejos, Apartado 1313, San José.

CUBA

La Casa Belga, O'Reilly 455, La Habana.

DANEMARK

Einar Munksgaard, Ltd., Nørregade 6, København, K.

EQUATEUR

Libreria Cientifica, Guayaquil et Quito.

ESPAGNE

Libreria Mundi-Prensa, Castello 37, Madrid.

Libreria Bosch, 11 Ronda Universidad, Barcelona.

ETATS-UNIS D'AMERIQUE

International Documents Service, Columbia University Press, 2960 Broadway, New York 27, N. Y.

ETHIOPIE

International Press Agency, P.O. Box 120, Addis-Abebä.

FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa, 2 Keskuskatu, Helsinki.

FRANCE

Editions A. Pédone, 13, rue Soufflot, Paris (Ve).

GHANA

University College Bookshop, P.O. Box 4, Achimota, Accra.

GRECE

Kauffmann Bookshop, 28 Stadion Street, Athènes.

GUATEMALA

Sociedad Economica-Financiera, 6a Av. 14-33, Guatemala.

HAITI

Librairie "A la Caravelle", Boite postale 111-B, Port-au-Prince.

HONDURAS

Libreria Panamericana, Tegucigalpa.

HONG-KONG

The Swindon Book Co., 25 Nathan Road, Kowloon.

INDE

Orient Longmans, Calcutta, Bombay, Madras, New Delhi et Hyderabad.

Oxford Book & Stationery Co., New Delhi et Calcutta.

P. Varadachary & Co., Madras.

INDONESIE

Pembangunan, Ltd., Gunung Sahari 84, Djakarta.

IRAK

Mackenzie's Bookshop, Baghdad.

IRAN

"Guity", 482 Ferdowsi Avenue, Téhéran.

IRLANDE

Stationery Office, Dublin.

ISLANDE

Bokaverzlun Sigfusar Eymundssonar H. F., Austurstraeti 18, Reykjavik.

ISRAEL

Blumstein's Bookstores, Ltd., 35 Allenby Road, Tel Aviv.

ITALIE

Libreria Commissionaria Sansoni, Via Gino Capponi 26, Firenze, et Lungotevere Arnaldo da Brescia 15, Roma.

JAPON

Maruzen Company, Ltd., 6 Tori-Nichome, Nihonbashi, Tokyo.

JORDANIE

Joseph I. Bahous & Co., Dar-ul-Kutub, Box 56, Amman.

LIBAN

Khayat's College Book Cooperative, 32-34, rue Bliss, Beyrouth.

LIBERIA

J. Momolu Kamara, Monrovia.

LUXEMBOURG

Librairie J. Schummer, Luxembourg.

MAROC

Bureau d'études et de participations industrielles, 8, rue Michaux-Bellaire, Rabat.

MEXIQUE

Editorial Hermes, S.A., Ignacio Mariscal 41, México, D.F.

NORVEGE

Johan Grundt Tanum Forlag, Kr. Augustsgt. 7A, Oslo.

NOUVELLE-ZELANDE

United Nations Association of New Zealand, C.P.O. 1011, Wellington.

PAKISTAN

The Pakistan Co-operative Book Society, Dacca, East Pakistan.

Publishers United, Ltd., Lahore.

Thomas & Thomas, Karachi, 3.

PANAMA

José Menéndez, Apartado 2052, Av. 8A, sur 21-58, Panamá.

PARAGUAY

Agencia de Librerías de Salvador Nizza, Calle Pte. Franco No. 39-43, Asunción.

PAYS-BAS

N.V. Martinus Nijhoff, Lange Voorhout 9, 's-Gravenhage.

PEROU

Libreria Internacional del Perú, S.A., Lima.

PHILIPPINES

Alemar's Book Store, 769 Rizal Avenue, Manila.

PORTUGAL

Livraria Rodrigues, 186 Rua Aurea, Lisboa.

REPUBLIQUE ARABE UNIE

Librairie "La Renaissance d'Egypte", 9 Sh. Adly Pasha, Caïro.

REPUBLIQUE DOMINICAINE

Libreria Dominicana, Mercedes 49, Ciudad Trujillo.

ROYAUME-UNI

H. M. Stationery Office, P.O. Box 569, London, S.E.1.

SALVADOR

Manuel Navas y Cia., 1a. Avenida sur 37, San Salvador.

SINGAPOUR

The City Book Store, Ltd., Collyer Quay.

SUEDE

C. E. Fritze's Kungl. Hovbokhandel A-B, Fredsgatan 2, Stockholm.

SUISSE

Librairie Payot, S.A., Lausanne, Genève.

Hans Raunhardt, Kirchgasse 17, Zürich 1.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Československý Spisovatel, Národní třída 9, Praha 1.

THAILANDE

Pramuan Mit, Ltd., 55 Chakrawat Road, Wat Tuk, Bangkok.

TURQUIE

Librairie Hachette, 469 Istiklal Caddesi, Beyoglu, Istanbul.

UNION DES REPUBLIQUES

SOCIALISTES SOVIETIQUES

Mejdounarodnaia Kniga, Smolenskaia Plochad, Moskva.

UNION SUD-AFRICAINE

Van Schaik's Bookstore (Pty.), Ltd., Box 724, Pretoria.

URUGUAY

Representación de Editoriales, Prof. H. D'Elia, Plaza Cagancha 1342, 1° piso, Montevideo.

VENEZUELA

Libreria del Este, Av. Miranda, No. 52, Edif. Galipán, Caracas.

VIET-NAM

Librairie-Papeterie Xuân Thu, 185, rue Tu-Do, B.P. 283, Saïgon.

YUGOSLAVIE

Canakarjeva Založba, Ljubljana, Slovenia.

Državno Preduzeće, Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27/11, Beograd.

Prosvjeta, 5, Trg Bratsva i Jedinstva, Zagreb.

[59F2]

Les commandes et demandes de renseignements émanant de pays où il n'existe pas encore de dépositaires peuvent être adressées à la Section des ventes et de la distribution, Organisation des Nations Unies, New-York (Etats-Unis d'Amérique), ou à la Section des ventes, Organisation des Nations Unies, Palais des Nations, Genève (Suisse).